



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

« Belles fêtes, merci et vive la Souveraineté alimentaire »

En cette fin d'année, c'est au Président qu'incombe la réalisation de l'édito, ce que je fais avec plaisir. D'entrée je tiens à vous transmettre, chères familles paysannes et sympathisants mes remerciements les plus sincères pour votre soutien et surtout votre engagement. L'année 2014 a été pour Uniterre une année d'abord difficile, puis réjouissante, toujours passionnante et pleine de rebondissements. En début d'année, nous avons mobilisé nos énergies et les vôtres pour stabiliser la situation financière. Ce qui a été réalisé en partie grâce à votre soutien et au licenciement d'une personne au bureau. Ce genre de décision est humainement difficile et implique une redistribution des dossiers, et donc un charge supplémentaire sur les personnes qui restent. Tous les dossiers n'ont donc pas pu être repris, malgré qu'ils nous tiennent à cœur.

Lors de l'assemblée générale, il a été décidé de donner mandat au comité d'Uniterre de lancer une initiative populaire pour la Souveraineté alimentaire. Un texte plus large, plus précis et engagé, qui soulève déjà un véritable débat avec la population puisqu'il propose un véritable changement de cap de la politique agricole. Néanmoins, beaucoup d'entre vous se posent la question de l'utilité de cette initiative alors qu'il y a déjà celles de l'USP et des Verts. Une rencontre en décembre 2013 entre les 3 organisations a eu lieu à Berne afin de fédérer nos textes. Elle s'est soldée par une fin de non recevoir de la part de nos interlocuteurs. Tous souhaitaient se profiler sur le dossier alimentaire et agricole.



Ceci ne nous a pas découragés dans notre détermination à mettre tout en œuvre pour qu'elle puisse se lancer. La Souveraineté alimentaire répond à des problématiques centrales que sont la rémunération du travail de celles et ceux qui travaillent la terre, l'accès aux ressources, le climat, l'environnement, la qualité des produits, l'alimentation, etc. Nous souhaitons placer les enjeux de l'agriculture et de l'alimentation locale au centre des préoccupations d'une société en quête de ses racines, car vivant dans un monde de plus en plus globalisé.

C'est sur cette note d'optimisme que je suis fier d'assumer mes responsabilités. Je remercie tout le comité et les secrétaires qui croient et qui s'engagent tous les jours pour l'avenir de notre agriculture paysanne, afin qu'elle puisse être encore là à l'avenir. Je vous souhaite à toutes et tous de bonnes fêtes de fin d'année et une année 2015 qui comble vos souhaits. Et surtout n'oubliez pas de signer et de faire signer...

Charles-Bernard Bolay
Président d'Uniterre



Lait international

EMB

Pages 2-3



Climat et alimentation

Système en crise

Page 4-5



International

Via Campesina & FAO

Page 6



Agenda

Récoltes de signatures

Page 8

LAIT INTERNATIONAL

Assemblée générale de l'European Milk Board. Le point sur la situation en Europe

Du 20 au 21 novembre, l'European Milk Board (EMB) a tenu son assemblée générale à Saint-Brice-en-Coglès, en plein centre de la Bretagne. L'occasion de faire le point sur la situation laitière européenne actuelle et de prévoir les activités à venir. Avec l'abandon des quotas laitiers pour 2015 et les prix en baisse, les tensions dans toute l'Europe laitière sont importantes. Compte-rendu.



Prix catastrophiques et grosse volatilité

Les membres d'EMB constatent qu'actuellement, partout en Europe, la situation des prix est catastrophique. Avec un volume record de production couplé à la sortie des quotas, la situation au début 2015 pourrait être pire que lors de la crise de 2009. Le prix moyen actuel est passé en dessous des 30 ct d'euro/kg. Les trésoreries sont au plus bas, les fermes laitières disparaissent à une vitesse jamais observée.

Depuis 2007, date à laquelle l'Union européenne a choisi de déréguler le marché, la volatilité des prix s'est renforcée, avec des pics à la hausse en 2007 et une chute record en 2009, avec un prix moyen à 21 ct d'Euro/kg. En 2013, les prix remontaient mais l'Europe a introduit des mesures de «soft landing» ou atterrissage en douceur, dont une hausse de 2% des quantités à produire, ce qui a précipité la chute actuelle des prix.

Etude des coûts de production

Les études comparées des coûts de production en Europe continuent. Le 2 décembre 2013, les premiers résultats ont été diffusés pour l'Allemagne dans un rapport fourni par le bureau d'expertise allemand BAL (Büro für Agrarsoziologie & Landwirtschaft) en partenariat avec le MEG Milch Board et l'European Milk Board. Les coûts de production moyens pour l'Allemagne étaient de 43,51 ct d'Euro/kg (4% de matière grasse et 3,4% protéines). Pour le mois d'avril 2014, les calculs prévisionnels annoncent 45,95 ct d'Euro/kg. Depuis 2009, les coûts ont augmenté de 13% selon l'étude. Depuis 2009, les prix payés n'ont jamais couverts les coûts de production.

En France, la même expertise a été menée. Les premiers résultats montrent une assez grande disparité selon les régions. Ils vont de 34 ct d'Euro/kg dans le Grand Ouest à 49 ct d'Euro/kg dans le Sud Est. Excepté la région du Centre, qui est à 39 ct d'Euro/kg, toutes les autres régions ont des coûts supérieurs à 40 ct

d'Euro/kg (Picardie 43 ct d'Euro/kg, Grand Est 41 ct d'Euro/kg, etc)

Pour les Pays-Bas, les coûts de production moyens étaient de 44,52 ct d'Euro/kg en 2013, avec un prix moyen de 37,40 ct d'Euro/kg, le déficit sur l'année était de 16%. Selon l'étude présentée le 24 juin 2014, les coûts de production ont encore augmenté en 2014.

Des études similaires pour la Belgique sont en cours. Les premiers résultats seront publiés en 2015. En Italie, au Danemark et au Luxembourg, des résultats pourraient sortir dès 2015, pour autant que le financement des études soit assuré et que les données soient disponibles.

Rapport de la Commission européenne sur le marché laitier

Le rapport de la Commission lait européenne a été publié le 13 juin 2014. Il a pour objectif d'analyser la situation sur le marché laitier ainsi que les effets de la mise en œuvre du paquet lait.

D'une manière générale, le rapport indique que les perspectives pour le marché du lait de l'UE sont bonnes à moyen terme. Cependant, il indique que la libéralisation des quotas laitiers va engendrer de fortes fluctuations des prix dans toute l'Europe. Ce qui pourrait créer, notamment de graves problèmes pour les fermes laitières. Le rapport émet de grosses réserves quant à la capacité de l'UE, au niveau légal, à maîtriser une très forte volatilité des marchés voire une crise d'importance après la suppression des quotas. Le rapport salue le déploiement de l'Observatoire du marché (une des revendications d'EMB, reprise par Dacian Ciolos, alors ministre de l'agriculture) qui permettra de déployer les «dispositions relatives au filet de sécurité» et de réagir aux circonstances exceptionnelles. Concernant le Paquet lait (ensemble de règles qui définissent la nouvelle politique laitière européenne), le rapport fait le point sur la contractualisation. Actuellement en Europe, il y a 228 organisations de producteurs (la très grande majorité sont des OPU). Dans beaucoup de pays, la législation relative à la contractualisation n'est entrée en vigueur que récemment. Ce qui veut dire que le nombre de producteurs affiliés est encore trop faible. Pour 2013, la part du lait contractualisée en Allemagne s'élevait à 33%, en République Tchèque à 18%, en France à 11% et en Espagne à 4%. Il admet également qu'actuellement les organisations de producteurs n'ont

qu'une très faible marge de manœuvre pour négocier les conditions de prise en charge et influencer le marché européen.

Pour l'EMB, le rapport est bien trop positif sur la situation du marché. L'EMB redoute également que le départ de Dacian Ciolos et l'arrivée en 2014 du libéral irlandais Phil Hogan à la tête de la Commission agricole ne modifie les axes de travail de cette dernière. Néanmoins, le rapport confirme que la Commission souhaite, pour l'instant, poursuivre la discussion sur d'autres mesures pour le secteur laitier et qu'elle étudiera des instruments supplémentaires.

Panorama de la politique laitière européenne

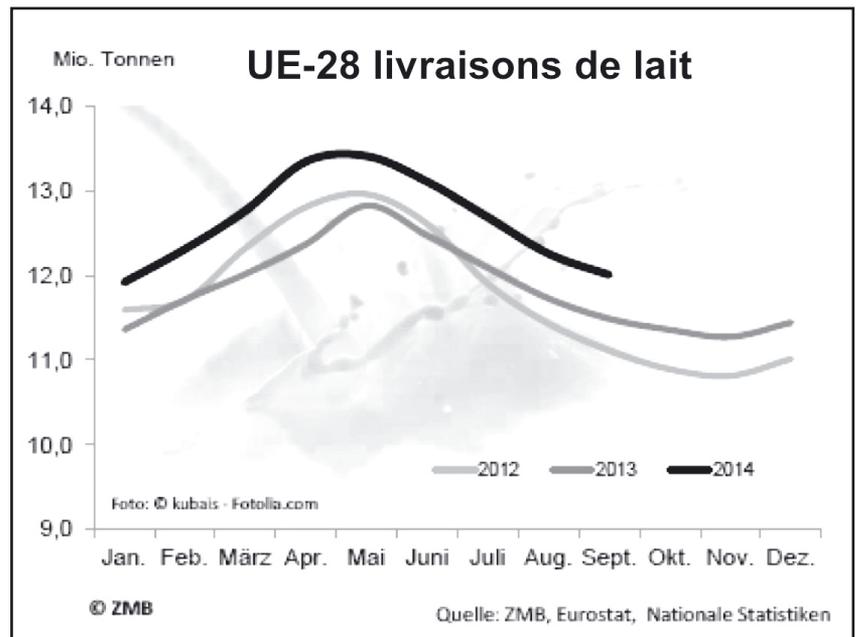
Pour l'EMB, l'embargo russe a certes des retombées négatives sur les prix du lait en Europe et en Suisse, mais il arrive à point nommé pour démontrer à tous les décideurs européens que l'UE doit se doter d'un système de régulation pour l'après 2015. Parmi les programmes proposés par l'UE pour palier aux problèmes provoqués par l'embargo, celui qui propose des aides à la constitution de stocks privés de beurre, de lait en poudre et de fromages spécifiques n'est quasi pas utilisé par les entreprises pri-

Coûts de production et prix du lait

Allemagne							
Valeurs annuelles / trimestrielles	2009	2010	2011	2012	2013	jan. 2014	avr. 2014
Coût de production du lait en ct/kg	38,54	41,44	43,08	44,50	43,51	45,16**	45,95**
Prix du lait en ct/kg	25,84	31,89	35,92	32,90	37,97**	41,46**	40,60**
Relation prix/coût	0,67	0,77	0,83	0,74	0,87	0,92	0,88

* tous les prix du lait pour 4% de m.g. et 3,4% de protéine. Sources: prix du lait cru conventionnel. Dans : rapports statistiques annuels et mensuels and du BMELV, différentes années, www.bmelv-statistik.de, éditeur: BMELV.

** résultats provisoires



vées. Faut-il en déduire que le prix du lait aux producteurs peut être augmenté sans péjorer le marché ?

Au niveau du Conseil des ministres nationaux, il n'y a toujours pas de position commune sur la politique laitière après 2015. Les ministres de l'agriculture de l'Allemagne, du Royaume-Uni, des Pays-Bas, du Danemark et de la Suède ont majoritairement une position favorable à une libéralisation du marché laitier sans outil de régulation alors que les ministres de la Pologne, de la France, de la Lituanie, de l'Espagne, du Portugal, de Finlande et de Chypre sont plutôt favorables à ce que l'UE se dote d'instruments de régulation. L'EMB va donc devoir maintenir la pression sur certains ministres pour les convaincre de mettre en place un outil de régulation.

Au niveau du Parlement, différentes initiatives vont être votées au début de l'année 2015. Il y a d'une manière générale une assez grande divergence des mesures à prendre pour le secteur laitier. Parmi les initiatives proposées, plusieurs sont favorables à ce que l'UE se dote d'instruments de régulation. Celles qui demandent la création d'un observatoire du marché laitier et d'une gestion de l'offre sont portées par les Verts Martin Häusling et José Bové. Une coalition, menée par le membre de l'UMP Michel Dantin, propose également que l'Europe se dote d'outils de régulation. Le conservateur irlandais James Nicholson et l'allemand de la CDU Peter Jahr ont fait des propositions qui vont à l'opposé des revendications de l'EMB (cap sur les exportations, subvention à l'exportation, etc).

Parmi les autres institutions européennes importantes, le Comité des Régions est favorable à la mise en place d'un outil de régulation supplémentaire car, selon lui, le paquet lait ne suffit pas. Il est favorable à ce que les coûts de production soient pris en compte lors des négociations sur le prix du lait. De son côté, le Comité économique et social européen critique les pratiques déloyales des grandes chaînes de distribution.

Pour les milieux de l'industrie, la production ne va pas reculer ou très peu. De 2013 à 2014 elle a même augmenté de 5,4%. Les producteurs de lait ne travaillent que dans un esprit individuel et ne peuvent pas assumer la responsabilité du marché. Ils vont essayer, en augmentant la production, de maintenir au mieux leur flux de trésorerie. Selon les estimations d'Eurocommerce (commerce de détail), la consommation de lait ne va pas augmenter dans l'UE et de trop gros excédents poseraient beaucoup de problèmes étant donné la faible valorisation du beurre et de la poudre. Pour Eucolait (négociants, industriels), le marché est sur-approvisionné en dépit d'une bonne demande mondiale. Les producteurs doivent réagir.



Photo de famille de la fédération.

Stratégie de l'EMB pour 2015

L'augmentation de la production de 7,5 millions de tonnes en une année et la baisse des prix aux producteurs sont extrêmement préoccupantes en Europe. La situation est similaire à la crise de 2009. L'Europe va abandonner les quotas dans une situation difficile. Au niveau mondial, l'offre augmente beaucoup plus vite que la demande. En une année, les Etats-Unis ont augmenté leur production de 2,5%, la Nouvelle-Zélande de 5% et l'Australie de 2,4%, ce qui provoque une surproduction mondiale et de fortes tensions sur les prix, notamment du beurre et de la poudre de lait. Les mesures de l'Union européenne ne suffisent pas à stabiliser le marché. Les allocations de crise pourraient être utilisées de manière plus efficace, notamment pour soutenir les producteurs qui renoncent à livrer et ainsi poser les premières pierres d'un système de régulation en lien avec l'observatoire du marché (Programme de responsabilisation du marché, PRM)

Fonctionnement du programme de responsabilisation du marché

L'observatoire du marché devrait produire un indice de l'évolution du marché. Cet indice devrait être le résultat d'une pondération de facteurs incluant les coûts de production et le prix versé aux producteurs de lait dans chaque pays européen, d'une évolution des cours des produits laitiers phares dans l'UE et au niveau international et des tendances de l'offre et de la demande, incluant la consommation en Europe. Selon le niveau de cet indice, différentes mesures devraient être prises pour stabiliser le marché et éviter les crises. Par exemple, si l'indice chutait

de 7,5%, les programmes incitatifs de renforcement des ventes pourraient être activés rapidement. L'engraissement au lait pourrait être favorisé. L'UE pourrait également promouvoir la constitution de stocks privés. Ces mesures seraient maintenues tant que l'indice ne serait pas remonté à sa position initiale. Si ces mesures s'avéraient insuffisantes et que l'indice chutait alors de 15%, l'Europe serait dans un niveau de crise. Les mesures de réduction volontaire des livraisons seraient incitées pour chaque producteur (sur 5% de ses quantités). Des prélèvements seraient encaissés auprès des exploitations en surproduction, dès le premier kilo. Cet argent servirait à financer les producteurs qui décideraient de réduire leurs livraisons. En cas de chute de l'indice de 25%, une obligation de réduction pour tous les producteurs serait imposée jusqu'à la remontée de l'indice et la sortie de crise.

Ce système a l'avantage de prévenir les crises, de maintenir les prix, d'intervenir rapidement pour stabiliser la filière et d'être nettement moins coûteux pour le contribuable. Il permet une certaine flexibilité de la production et de coller au mieux avec le marché. Cependant, pour qu'il fonctionne, ce système ne doit pas être remis en cause par des accords de libre-échange avec les Etats-Unis par exemple. C'est pourquoi l'EMB s'engage fortement contre le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement TTIP.

L'EMB va également continuer son travail pour améliorer le positionnement des regroupements des producteurs de lait face aux réglementations européennes et fournir des arguments aux producteurs pour négocier avec les acheteurs. Pour cela l'EMB va continuer à fournir aux producteurs des informations actualisées sur les coûts de production en Europe et fournir des informations sur la situa-

tion économique des exploitations en Europe. En Allemagne, le MEG Milch Board regroupe 15'000 producteurs. Les membres sont liés ou non à des coopératives. Au Pays-Bas le Dutch Dairy Board a été constitué pour regrouper des producteurs. Il dispose d'un mandat de négociation, mais les coopératives refusent de négocier. En Belgique la Wallonia Farmers Board a été créée le 25 juillet 2014. Elle va regrouper les producteurs de la Wallonie. En France, l'OP transversale France Milk Board a été créée récemment. Elle regroupe 900 producteurs de lait, ce qui est encore trop faible pour avoir un réel impact lors des négociations. Différentes actions sont menées pour attirer les producteurs qui sont déjà liés à leur entreprise (OPU).

Afin de montrer la voie de la solidarité européenne des producteurs de lait, l'EMB a mis en place une commission internationale de regroupement des producteurs laitiers. Les objectifs sont multiples mais les principaux sont de pouvoir négocier en commun avec un acheteur actif dans plusieurs pays, de développer d'autres Milk Board en Europe et de les regrouper au plan européen.

Et en Suisse ?

La question de la participation des paysans suisses à cet ambitieux programme doit être posée et débattue. Nous pourrions en effet imaginer qu'un Swiss milk board puisse voir le jour et adhérer au programme européen. Dans notre pays, des OP transversales existent déjà, pourquoi ne participeraient-elles pas aux revendications d'EMB en Europe ? Big-M et Uniterre souhaitent réellement lancer ce débat, pour que les familles paysannes suisses puissent sortir de l'impasse et participer aux discussions européennes.

Nicolas Bezençon

CLIMAT ET ALIMENTATION

Le système alimentaire au cœur de la crise climatique

L'accord adopté le 13 décembre par les 190 pays, dont la Suisse, réunis à Lima au Pérou ne donne malheureusement aucune réponse concrète face à l'emballement de la hausse des températures de ces quatre années écoulées. Au rythme actuel d'émissions de gaz à effet de serre l'objectif d'une limitation de la hausse à 2 degrés ne sera pas atteint.

Rappel de quelques chiffres :

Importance de l'augmentation du CO2 et de la température : Le CO2 passé de 270 ppm en 1850 à 400 ppm en 2015.

- Augmentation de la température : «seulement» de +0,74°C depuis 1900, avec déjà des conséquences incontestables. Les dernières prévisions du GIEC donnent plusieurs scénarios tendanciel : +2,4 à +6,4 en 2100 .

Le phénomène est très rapide à l'échelle historique. La hausse brutale des températures engendrera des conséquences imprévisibles et aura des impacts importants sur notre approvisionnement alimentaire à moins d'être corrigée rapidement par un changement de nos systèmes alimentaires. Par ailleurs nos sociétés industrielles fragiles et peu résilientes sont également très exposées aux risques engendrés. C'est dans ce contexte que la lutte pour la souveraineté alimentaire telle qu'elle est proposée par l'initiative d'Uniterre en Suisse prend tout son sens.

Comment le système alimentaire industriel contribue à la crise climatique ?

Entre 44 % et 57 % du total des émissions de gaz à effet de serre (GES) proviennent du système alimentaire mondial

Déforestation : 15 à 18 %

Agriculture : 11-15 %

Transports : 5-6 %

Transformation et emballage : 8-10 %

Congélation et vente au détail : 2-4 %

Déchets : 3-4 %

Autres émissions non liées à l'alimentation : 43-56%

Pour ce qui est de l'agriculture, c'est notamment l'élevage qui est un émetteur important de gaz à effet de serre. Contrairement à l'élevage basé sur l'herbe et les protéines issues de prairies (légumineuses) c'est l'élevage hors sol, basé sur le maïs et le soja qui est nocif pour le climat. Toutefois l'impact de l'agriculture est indissociable

de l'ensemble des systèmes alimentaires.

L'alimentation ne devrait pas contribuer d'une façon aussi disproportionnée au changement climatique. L'organisation „Grain“ estime qu'une redistribution des terres dans le monde entier au profit des petits agriculteurs, combinée à des politiques destinées à soutenir les marchés locaux et à réduire l'utilisation des produits chimiques, peut permettre de réduire de moitié les émissions de GES en quelques décennies et de limiter considérablement la déforestation. En restaurant simplement la matière organique qui a été épuisée par des décennies d'agriculture industrielle, les petits agriculteurs peuvent remettre dans le sol un quart du dioxyde de carbone actuellement en excès dans l'atmosphère.

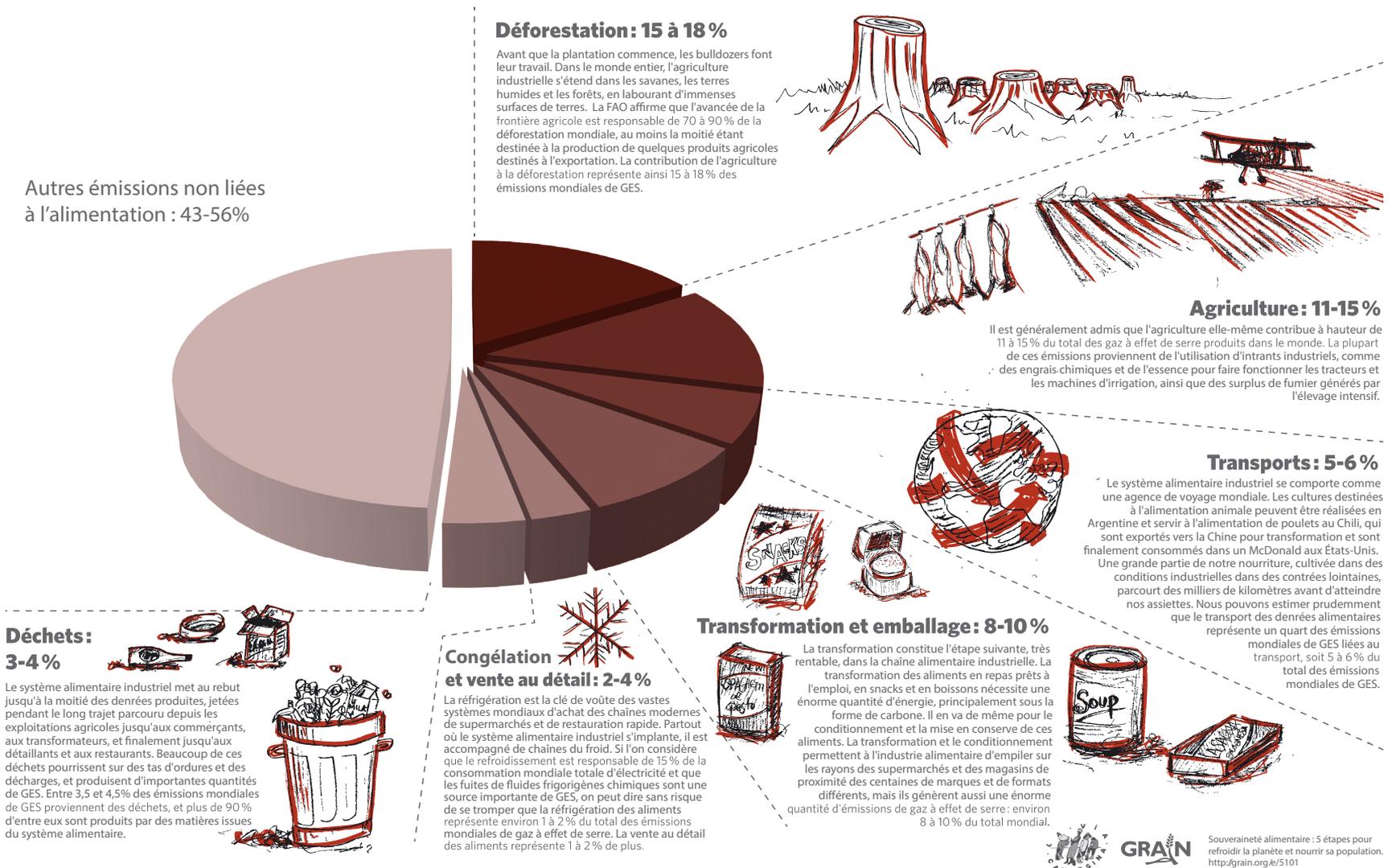
Rendre les terres aux petits agriculteurs et aux communautés autochtones est aussi le moyen le plus efficace de relever les défis qui s'imposent pour nourrir une population mondiale croissante dans une

ère de chaos climatique. Les données mondiales disponibles montrent que les petits agriculteurs sont plus efficaces pour produire de la nourriture que les grandes plantations. Avec la petite proportion des terres qu'ils ont conservées, les petits agriculteurs et les communautés autochtones continuent à produire la plus grande partie de l'alimentation dans le monde: 80 % des denrées alimentaires dans les pays non industrialisés/en développement, selon la FAO.

Il est possible de répondre à la fois à la nécessité de nourrir le monde et à celle de refroidir la planète. Mais cela sera impossible tant que les gouvernements qui étaient réunis à Lima continuent d'ignorer les luttes des populations pour la souveraineté alimentaire. La transition vers un système agricole plus durable est rapidement réalisable mais nécessite avant tout une volonté politique. Or celle-ci fait malheureusement encore défaut.

Comment le système alimentaire industriel contribue à la crise climatique

Entre 44 % et 57 % du total des émissions de GES proviennent du système alimentaire mondial



Le système agricole en tant que partie de l'écosystème

Le changement climatique est une affaire complexe: Il impacte et est impacté par des questions mondiales, y compris la nourriture, le commerce, la pauvreté, le développement économique, la croissance démographique, le développement durable et la gestion des ressources. Stabiliser le climat est un défi de taille qui exige organisation et progression par étape dans la bonne direction. Il n'en reste pas moins que les plus grosses questions restent ; non seulement le «combien» mais aussi le «comment» - comment réduire ces émissions, comment produire suffisamment de nourriture saine et comment produire de l'énergie propre ?

L'agroécologie est une de ces pratiques qui se préoccupe du «comment» atténuer et s'adapter au changement climatique. L'incertitude de l'augmentation des températures, les schémas pluviométriques inhabituels, la sécheresse et l'émergence d'organismes nuisibles et de maladies exigent une forme d'agriculture qui résiste et un système de production alimentaire qui étaye le transfert des connaissances locales et soutient les expériences en exploitation pour construire une bonne adaptabilité de l'agriculteur.

La majorité des activités d'adaptation au changement climatique sont fondées sur des pratiques biologiques. Les systèmes de production biologiques sont le meilleur exemple - et le plus répandu - d'une agriculture à basses émissions. Les systèmes biologiques sont plus durables que leurs pendants industriels en terme de résistance aux chocs et tensions environnementaux - y compris la sécheresse et les inondations. L'agriculture conventionnelle émet un taux élevé de carbone suite à l'utilisation à outrance de combustibles fossiles et détruit la biodiversité. Pour l'agriculture, l'idée est d'évoluer vers des modèles agroécologiques de production qui permettent une forte économie de combustibles fossiles, présentent un excellent potentiel d'atténuation par le renouvellement du sol, de la faune et de la flore et ont la flexibilité ainsi que la diversité requise pour s'adapter à des changements de conditions.

En fait, l'agriculture peut contribuer au refroidissement de la planète de trois manières : en réduisant l'utilisation de combustibles fossiles (en réduisant et/ou éliminant complètement les intrants chimiques et de synthèse ainsi que leur production) et des engins et moyens de transport utilisant un combustible fossile. L'effet sur la biodiversité sera ainsi positif et ralentira l'émission de carbone biotique. L'agroécologie peut grandement influencer de manière positive le changement climatique en construisant :

* La résilience de l'agro-écosystème

qui considérerait cohérence et durabilité des récoltes - même et surtout - avec le changement climatique;

* La résilience des revenus qui parviendrait à diversifier les options de revenu par l'élevage de volailles, de bétail, la pisciculture, etc.

Ceci aide également à la décrocher les pratiques agricoles de la volatilité et de l'instabilité des marchés tout en conservant les atouts sur l'exploitation et en réduisant ou éradiquant la dépendance aux intrants. L'agroécologie en petite exploitation est non seulement une réponse efficace aux défis agricoles complexes mais aussi un moyen peu coûteux pour augmenter les rendements sans apport extérieur à l'exploitation.

De plus elle n'exige pas beaucoup de travail supplémentaire, elle est à basse émission et permet un contrôle local sur les décisions de production. Elle offre ainsi un choix de souveraineté alimentaire par rapport à la monoculture actuelle pour enrayer la crise alimentaire. Plusieurs caractéristiques que l'on retrouve dans des espèces locales ou indigènes gagnent en importance au fur et à mesure que le changement climatique altère l'environnement et affecte les produits.

Les graines et récoltes locales ont une meilleure chance de survie dans leur propre milieu face au changement des conditions climatiques. Leur protection, avec celle du savoir-faire local, sont essentielles à leur gestion ainsi que leur élevage et vitales à notre future subsistance

5 étapes pour refroidir la planète et nourrir sa population

1. Prendre soin des sols

L'équation alimentation/climat plonge ses racines dans la terre. Le développement de pratiques agricoles non durables au cours du siècle dernier a conduit à la destruction de 30 à 75 % de la matière organique sur les terres arables, et 50 % de la matière organique sur les pâturages et les prairies. Cette perte massive de matière organique est responsable de 25 à 40 % de l'excédent actuel de CO₂ dans l'atmosphère de la terre. Mais la bonne nouvelle est que le CO₂ que nous avons envoyé dans l'atmosphère peut être remis dans le sol, tout simplement en rétablissant les pratiques que les petits agriculteurs mettent en œuvre depuis des générations. Si des politiques et des mesures incitatives adaptées étaient mises en place dans le monde entier, les teneurs en matière organique des sols pourraient être rétablies aux niveaux de l'agriculture préindustrielle dans un délai de 50 ans, soit à peu près le temps que l'agriculture industrielle a pris pour les réduire. Cela permettrait d'éliminer entre 24 et 30 % du total des émissions des gaz à effet de serre.

2. Une agriculture naturelle sans produits chimiques

L'utilisation des produits chimiques dans les exploitations industrielles est en perpétuelle augmentation, à mesure que les sols s'appauvrissent et que les ravageurs et les mauvaises herbes deviennent résistants aux insecticides et aux herbicides. Les petits agriculteurs du monde entier, cependant, disposent encore des connaissances et de la diversité des cultures et des élevages nécessaires pour assurer une culture productive sans l'utilisation de produits chimiques, en diversifiant les systèmes de culture, en combinant production végétale et animale, et en intégrant des arbres et une végétation sauvage. Ces pratiques améliorent le potentiel productif des terres parce qu'elles améliorent la fertilité des sols et empêchent leur érosion. Chaque année, de la matière organique s'accumule dans le sol, ce qui permet de produire de plus en plus de denrées alimentaires.

3. Réduire les «kilomètres alimentaires» et privilégier les aliments frais.

La logique d'entreprise qui se traduit par des transports de denrées alimentaires autour du monde dans les deux sens, n'a pas de sens du point de vue de l'environnement, ni d'aucun autre point de vue d'ailleurs. Le commerce mondial des produits alimentaires, qu'il s'agisse du défrichage de vastes étendues de terres et de forêts pour produire des produits agricoles ou des aliments surgelés vendus dans les supermarchés, est le principal responsable de la contribution disproportionnée du système alimentaire aux émissions de GES. Une grande partie des émissions de GES du système alimentaire peut être éliminée si la production alimentaire est réorientée vers les marchés locaux et les aliments frais, en tournant le dos aux viandes bon marché et aux aliments transformés. Mais la bataille pour y parvenir est probablement la plus difficile, tant les grandes entreprises et les gouvernements sont profondément déterminés à développer le commerce des produits agro-alimentaires.

4. Rendre la terre aux agriculteurs et arrêter les méga-plantations

Au cours des 50 dernières années, quatre cultures principalement pratiquées dans de grandes plantations (soja, huile de palme, colza et canne à sucre) ont envahi une énorme superficie de 140 millions d'hectares, la taille de la presque totalité des terres agricoles en Inde. La superficie occupée au niveau mondial par ces quatre cultures industrielles et quelques autres, toutes bien connues pour leurs émissions de gaz à effet

de serre, est appelée à poursuivre sa croissance si les politiques ne changent pas. Aujourd'hui, les petits agriculteurs sont confinés dans moins d'un quart des terres agricoles mondiales, mais ils continuent à produire la plus grande partie de l'alimentation dans le monde : 80 % des denrées alimentaires dans les pays non industrialisés, selon la FAO. Les petits agriculteurs produisent ces denrées alimentaires beaucoup plus efficacement que les grandes plantations, et par des moyens qui sont meilleurs pour la planète. Une redistribution des terres dans le monde entier au profit des petits agriculteurs, combinée à des politiques destinées à les aider à rétablir la fertilité des sols et à soutenir les marchés locaux, peut permettre de réduire de moitié les émissions de GES en quelques décennies.

5. Oublier les fausses solutions, se concentrer sur ce qui fonctionne

Il est de plus en plus largement reconnu que l'alimentation est au cœur du changement climatique. Les derniers rapports du GIEC et les plus récents sommets internationaux ont reconnu que l'alimentation et l'agriculture sont les principaux facteurs d'émissions de GES et que le changement climatique pose d'énormes défis à notre capacité de nourrir une population mondiale croissante. Pourtant, aucune volonté politique n'est venue remettre en cause le modèle dominant de la production alimentaire industrielle et de sa distribution. Au lieu de cela, les gouvernements et les grandes entreprises proposent un certain nombre de fausses solutions. Il y a par exemple la coquille vide de l'«Agriculture intelligente face au climat», qui est pour l'essentiel un nouveau nom pour la Révolution verte. Il y a aussi de nouvelles technologies à risque, comme des cultures d'organismes génétiquement modifiés pour résister à la sécheresse ou des projets de géo-ingénierie à grande échelle. Il y a encore des objectifs sur la part des biocarburants, qui entraînent un accaparement des terres dans les pays du Sud. Et il y a enfin des marchés du carbone et des projets REDD+, qui permettent essentiellement aux pires émetteurs de GES d'éviter de réduire leurs émissions en transformant les forêts et les terres agricoles des paysans et des peuples indigènes en parcs de conservation et en plantations. Aucune de ces « solutions » ne peut fonctionner parce que toutes vont à l'encontre de la seule solution efficace : le passage d'un système alimentaire industriel mondialisé soumis au pouvoir des grandes sociétés à des systèmes alimentaires locaux aux mains de petits agriculteurs.

(source : <http://www.viacampesina.org/fr/images/stories/pdf/Food%20and%20climate%20poster%20FR%2003.pdf>)

INTERNATIONAL

La Via Campesina et la FAO



Institutionnaliser la voix paysanne ?

Dans le cadre de l'Année internationale de l'agriculture familiale, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a organisé un dialogue global au sujet de l'agriculture familiale à son siège social à Rome du 27 au 28 octobre. L'événement a réuni des représentant-e-s de gouvernements, des paysannes et des paysans et leurs organisations, des membres de la société civile et des représentant-e-s du monde économique, scientifique et des agences de développement. Nous y étions en tant que membres de l'ECVC, la Coopération européenne de la Via Campesina, dans la délégation internationale de La Via Campesina (LVC).

Durant deux jours, le programme était chargé en débats publics et en présentations sur le vaste sujet de l'agriculture familiale. Les discussions portaient sur la définition de ce qu'est une « ferme familiale » et sur des analyses scientifiques, on y a dressé un état des lieux des régions rurales du monde entier et esquissé des plans d'action pour l'après 2014. Toutefois, les disparités au sujet même de la définition du terme « ferme familiale » montrent très clairement le fossé entre nos représentant-e-s de LVC et ceux, par exemple, de la World Farmers Organisation (WFO).

La jeunesse a besoin de nouvelles semences

Tandis qu'une partie des représen-

tants met l'accent sur des concepts tels que la souveraineté alimentaire et l'agroécologie, la WFO considère que le libre accès au marché global est la solution pour l'agriculture familiale. Les fermes familiales seraient compétitives grâce aux nouvelles technologies et une meilleure productivité. « Les jeunes sont attirés par les nouvelles technologies, ils ont besoin d'accéder aux nouvelles semences ! » entend-on dire.

Cette vision ne s'accorde évidemment pas avec celle de LVC et cela s'est confirmé au cours des nombreuses interventions de nos délégué-e-s. Ainsi, Dayana Machado du Mouvement des Sans-Terre du Brésil (Movimento dos Trabalhadores Sem Terra, MST) a souligné l'importance de la recherche participative et de la formation autonome des paysans et paysannes, non seulement au Brésil. Selon elle, un simple transfert des technologies du Nord vers le Sud est la mauvaise approche pour soutenir l'agriculture paysanne. Pour illustrer son propos, elle a présenté les objectifs et la réussite des écoles d'agroécologie qui offrent déjà des cursus de niveau universitaire dans beaucoup de pays d'Amérique latine et qui rencontrent un vif succès.

Les interventions des autres membres de notre délégation allaient dans le même sens. Chukki Nanjundaswamy de la Karnataka State Farmers Association (KRRS) d'Inde a parlé de la lutte des paysans indiens pour la souveraineté alimentaire. Parmi ses objectifs figurent une réforme de la politique agricole et

l'organisation de la population contre l'industrialisation de l'agriculture. Elle a parlé de la difficulté d'introduire un nouveau modèle de production et de nouvelles conditions de production permettant aux petites fermes familiales de vivre avec dignité sans obligation d'entrer sur un marché mondialisé.

Joan Brady de la National Farmers Union of Canada (NFU) a approfondi les questions qui préoccupent les jeunes de La Via Campesina et d'ailleurs. Elle a souligné l'importance cruciale d'un accès équitable à la terre pour les jeunes, afin qu'ils aient un avenir dans les communes rurales, au lieu de migrer vers les villes. Par la suite, elle a présenté la campagne « Violence contre les femmes » qui vise à aborder ce sujet dans les régions rurales et d'en faire un sujet de discussion. Elle a également abordé la dimension globale des questions de genre au sein de La Via Campesina.

LVC et FAO – le début d'une nouvelle coopération ?

À la suite des deux journées de conférences, la FAO et LVC ont participé à un séminaire interne d'une journée, destiné à trouver des champs d'action qui permettraient à ces deux organisations de travailler ensemble. Cette rencontre plus technique devait permettre de définir les convergences du cadre stratégique de la FAO et du travail de base de LVC. Cette dernière a présenté nos activités à l'échelle mondiale au sujet des semences, de l'agroécologie, de la jeunesse, des femmes ou encore de la

communication. La discussion a ensuite porté sur les possibilités de mettre en lien ces activités avec les plans d'action régionaux de la FAO.

On peut comprendre ce séminaire comme un premier rapprochement – impensable il y a cinq ans – qui a fait clairement ressortir les différences structurelles entre les deux organisations. À l'évidence, un mouvement social à l'échelle mondiale et une institution de l'ONU ont des façons de travailler et de communiquer très différentes. Mais nous devons aller au-delà des différences et réfléchir à la forme que nous voulons donner à ce rapprochement, si rapprochement il y a. En effet, nous devons nous poser la question si un tel rapprochement est compatible avec les objectifs de la souveraineté alimentaire et s'il est favorable aux intérêts politiques de LVC. L'avenir s'annonce passionnant !

Paula Gioia - jAbL

David Jelinek - ÖBV Via Campesina Austria

La coopérative « La Clef des Champs » à Courgenay (JU) offre une **place de stage** de mars à juin 2015.

Intéressé par le maraîchage bio, l'agriculture contractuelle et le travail coopératif ? Alors venez faire l'expérience pendant 3-4 mois chez nous !

Plus d'infos : 079 265 42 05 ou jardiniers@clef-des-champs.ch
www.clef-des-champs.ch

À LIRE

« Retournez les fusils ! Choisir son camp »

Jean Ziegler, sociologue suisse, membre du Comité consultatif du Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU vient d'éditer un nouvel ouvrage: « Retournez les fusils ! Choisir son camp ». En fait, la première édition est parue il y a 30 ans mais il l'a réécrit, adapté à la réalité actuelle. Comme à son habitude, il ne mâche pas ses mots. Fin novembre il a présenté son livre au Club suisse de la presse, entre constat accablant du désordre mondial et lueurs d'espoir provenant de la société civile planétaire.

Par rapport à il y a 30 ans, nous vivons une situation totalement inédite. Il la surnomme « l'ordre cannibale du monde ». Un monde où nous assistons à une concentration du pouvoir jamais atteinte dans l'Histoire de l'Humanité. Le rapport de la Banque mondiale confirme que les 500 plus grandes sociétés possèdent 52.8% du Produit Brut Mondial. Jamais un roi, un Pape n'ont pu se targuer d'un tel pouvoir. Il se situe au-dessus des pouvoirs étatiques, sur les ruines des Nations Unies et échappe à tout contrôle démocratique et social.

Violence systémique

Pour Jean Ziegler, c'est non pas l'individu -aussi vil soit-il- qu'il faut combattre, mais bien le système car c'est lui qui impose à l'individu un comportement nocif. Un système qui cherche à maximiser le profit le plus rapidement possible sans tenir compte des effets néfastes de cette course en avant. C'est par exemple le cas de la spéculation alimentaire. Le rapport annuel du programme alimentaire mondial affirme que toutes les 5 secondes, un enfant meurt de faim alors que dans le même temps, il confirme que l'agriculture est en mesure de nourrir 12 milliards de personnes. Ainsi la disponibilité de nourriture n'est pas un problème, c'est bien une question d'accès qui est refusé à certains peuples de la planète. Preuve en est, selon Ziegler, que chaque enfant

qui meurt de faim est un enfant assassiné. Sur une planète qui déborde de richesses, c'est un scandale absolu.

La faillite des politiques

Dans son ouvrage, il dénonce l'abdication du pouvoir politique face au pouvoir économique et financier. Malgré son passé de parlementaire, il estime que lutter pour le pouvoir est une perte de temps puisque l'Etat n'a plus aucun pouvoir. Il place par contre plein d'espoirs dans « la société civile planétaire » incarnée par La Via Campesina, le mouvement des femmes, Attac ou autres. Cette « fraternité de la nuit » est en mesure de former un front collectif du refus du système actuel. Elle est surtout capable d'amorcer un véritable changement, d'être un sujet de la victoire. Mais cela implique que nous soyons en mesure d'armer les consciences! C'est bien le rôle de la société civile et dans ce cadre il faut se rappeler qu'il n'y a pas d'impuissance en démocratie. Nous déléguons le pouvoir, mais il peut être révocable; il ne faut pas l'oublier. « Retournez les fusils » cela signifie pour le moins d'utiliser les armes constitutionnelles d'expression, la capacité à provoquer l'insurrection des consciences. La société civile doit s'attacher à créer des brèches. Le Che Guevara aimait à dire que « les murs les plus puissants se détruisent à cause de leurs fissures ». Ainsi il ne faut pas hésiter à s'attaquer



photo: Denis Sornmez

à l'obstacle aussi grand soit-il. C'est en pratiquant « l'intégration subversive » que nous sommes en mesure de briser les tabous et faire progresser le mieux vivre. Il cite Kant: « L'inhumanité infligée à un autre détruit l'humanité qui est en moi ».

Illusion ou véritable contre-pouvoir ?

A la question de savoir quand une idée peut se transformer en force historique, Ziegler répond que personne ne le sait. Nous pouvons juste contribuer à atteindre cet objectif et nous en avons d'ailleurs la responsabilité. Au matin de la prise

de la Bastille en 1789, personne ne pouvait prévoir que cela allait engendrer une révolution. Voici pourquoi il n'y a aucune raison de perdre espoir.

Jean Ziegler conclut par une citation de Pablo Neruda peu de jours après l'assassinat du Président Salvador Allende au Chili: « Ils pourront couper toutes les fleurs, ils ne seront jamais maîtres du printemps ».

Dans le brouillard, à l'aube de ce nouvel hiver, c'est ce que nous pouvons souhaiter pour 2015!

Valentina Hemmeler Maïga

« Retournez les fusils ! Choisir son camp » Jean Ziegler, Seuil 2014, 294 pages

LAIT NATIONAL

Argent vite gagné sera vite envolé

Les médias ont accordé une place de choix aux délibérations du Conseil national sur le budget, notamment sur les 100 millions pour les paysans qui seraient à économiser. Lorsqu'ils parlent d'agriculture, la langue de bois est toujours de mise. De nombreuses rédactions ont eu de la peine à accepter qu'une telle « minorité » puisse rallier une majorité par-delà les frontières des partis. Mais cela n'a rien d'étonnant, puisque la nourriture est un sujet qui concerne tout le monde, y compris les parlementaires. Les journalistes qui ont de la peine à accepter que le Conseil national ait refusé d'économiser dans l'agriculture peuvent se consoler: la plupart des paysans ne verront même pas la couleur de cet argent.

En effet, le même jour à Berne a eu lieu la séance de l'interprofession du lait (IP Lait). Le comité de l'IP Lait a

décidé de baisser le prix indicatif du lait de 3 centimes. Les représentants des producteurs ont accepté l'argument que la forte baisse des prix sur le marché laitier international exerce une pression sur le marché suisse. Ils ont donc consenti à la baisse du prix indicatif en sachant très bien que les acheteurs de lait ont déjà commencé à baisser leurs prix au mois de juillet. Dans certains cas, la baisse a atteint 10 centimes par kilo. Par exemple, Nordostmilch paye à ses 3500 producteurs 57 centimes pour le lait A livré au mois de novembre – alors que le prix indicatif de l'IP Lait se situait encore à 71 centimes franco rampe du transformateur!

En Suisse, un centime par kilo de lait équivaut à 34 millions de plus ou de moins dans le portefeuille des paysans. Avec une baisse de 3 centimes, les producteurs de lait suisse

perdent donc 100 millions de francs. De toute évidence, les « partenaires » des paysans ne se gênent aucunement de se servir dans le portefeuille des paysans, contrairement au parlement. Les derniers efforts du Conseil national pour un meilleur revenu des paysans sont futiles. Il est grand temps que les parlementaires mettent fin à la discussion en transmettant la responsabilité de la gestion des quantités aux paysans. Jusqu'alors, nos soi-disant partenaires (grands distributeurs, commerce et industrie laitière) s'y sont opposés avec succès, ils dirigent les décisions de l'IP Lait de façon à défendre leurs intérêts au détriment des autres.

BIG-M, l'organisation paysanne pour un marché laitier équitable.

Salutations combattives,
BIG-M

NEWSLETTER

Vous ne recevez pas encore la newsletter d'Uniterre ?

www.uniterre.ch

inscription dans la colonne de gauche, cadre jaune !

Metrol

Bolus après-vêlage
Nettoyage et tonus

Taritral

TARIR avec la nature
sans antibiotique

Ovulitral

Le geste
FERTILITÉ

LGC SA
1627 Vaulruz

www.altagenetics.ch 026 913 79 84

BILLETS D'HUMEUR

Revenu agricole, l'OFAG enquête...

Le domaine de la Merrière a été sélectionné pour une enquête sur le revenu agricole par l'Office Fédéral de l'Agriculture. Réponse :

Suzanne et Markus.

J'ai bien reçu votre demande de participation à cette enquête.

Je vous informe que je ne vais pas y donner suite.

Motif: Je ne peux pas apporter de bonnes réponses, à une société qui se pose de mauvaises questions.

Chaque jour en travaillant la terre, nous insufflons dans notre entreprise des valeurs humaines non mesurables....

Nous participons à un projet de société, qui n'a aucun lien avec l'approche de L'OFAG et des services tels que le vôtre.

Vous cherchez simplement à mesurer les maux, et non à en chercher la cause.

Dans la révolution d'un seul brin de paille, il est écrit :

Le médecin sert à soigner les gens malades. Tandis que les bienfaits de la nature, sont à disposition des gens bien portants.

En espérant votre compréhension. Je vous adresse mes cordiales salutations.

Yves Batardon
www.merriere.ch

PS : Il n'y a que les poissons morts, qui suivent le sens du courant....

«Cassis de Dijon : montons nos prix et engageons-nous»

A Berne, le Cassis de Dijon fait couler de l'encre. Les discours politiques, les contre-projets se suivent et se ressemblent. Dans les faitières agricoles comme dans les rangs des consommateurs, beaucoup se posent des questions sur les raisons qui font que le Cassis de Dijon ne fonctionne pas en Suisse. Pourquoi les grands distributeurs n'utilisent pas cette possibilité. Pour moi, la raison est simple : ils n'en ont pas besoin

Les prix des produits suisses sont tellement bas en regard à leur qualité qu'il ne leur est pas nécessaire de maximiser leurs marges. Ils en font assez et ne souhaitent pas prendre le risque d'égratigner leur image. Cette plus-value se fait sur le dos de toutes les familles paysannes qui sont mal rémunérées pour leurs produits. Plus étonnant encore, les grandes faitières agricoles et leurs représentants semblent ne rien y voir ni ne rien y comprendre. Elles se perdent en conjectures pour

critiquer nos collègues paysans étrangers ou se profiler politiquement...

Je pense sincèrement que nous, les paysans suisses, vendons beaucoup trop bon marché nos produits lorsqu'ils partent dans les grandes filières. La preuve en est que les grands distributeurs font moins de marges avec les produits importés bons marchés ! Ils n'ont donc aucunement besoin du Cassis de Dijon. Dès lors augmentons nos prix ou arrêtons de produire. Arrêtons de croire que les politiques ou les grands distributeurs se préoccupent de notre qualité de vie et de notre alimentation. Prenons-nous en charge et rejoignons le mouvement mondial pour la Souveraineté alimentaire. Signons, signez et faisons signer ! Les bonnes idées ne coûtent rien, elles s'exportent même... sans subvention et sans Cassis de Dijon. Bonnes fêtes !

Pierre-André Tombez, section VD

AGENDA

initiative

Récoltes de signatures!

Marché noel longo mai
23 et 24 décembre

9h30-17h30

rue du Temple Neuf - Neuchâtel

Contacteur Max: 078 963 94 65

Espace Noir, St Imier

ve 9 janvier 18h30

Vernissage exposition photos sur les luttes paysannes avec témoignage de Philippe Reichenbach, présentation de l'initiative sur la souveraineté alimentaire, repas, film via campesina à la librairie

sa 10 janvier

14h projection voices of transition

15h30 Conférences permaculture, débat, présentation projets)

20h concert Les ânes rient de Marie

di 11 janvier

ateliers permaculture

14h -17h marché gratuit

17h Concert Bill Holden

18h Conférence Table Suisse revalorisation de nourriture

Brunch

branché MQ

Carouge

di 11 janvier

14h- 16h



www.souverainete-alimentaire.ch

Soirée d'information

Fribourg

je 15 janvier 20h

voir ci-dessous

Swissexpo Lausanne

15-18 janvier 2015

Journée nationale de récolte de signatures

sa 17 janvier

plus d'infos sur

www.souverainete-alimentaire.ch

Fête du Courrier Plainpalais

Genève

sa 31 janvier

www.uniterre.ch => agenda
www.souverainete-alimentaire.ch

initiative



www.souverainete-alimentaire.ch

Nous avons un besoin urgent de forces pour la récolte de signatures !

La souveraineté alimentaire est le droit des populations à définir leur politique agricole et alimentaire

Vous vous sentez concerné-e par la fuite en avant vers une forme d'agro-industrie ?

Uniterre-Fribourg vous propose :

Une soirée d'information sur l'initiative lancée le 30 sept. 2014

Conseils pratiques pour la récolte de signatures

Organisation d'événements en commun

Jeudi 15 janvier 2015 à 20h

Où ?

Bibliothèque Interculturelle Livre-échange

av. du Midi 3-7

Fribourg

Max Fragnière 026 652 30 76 (soir)

Fabienne Tâche 079 763 60 83

Flore Binggeli 079 594 24 11

info@souverainete-alimentaire.ch



Uniterre utilise les logiciels Crésus. Et vous ? Maintenant avec plan comptable pour l'agriculture !
Crésus Comptabilité, Crésus Salaires et Crésus Facturation : le trio gagnant

www.cresus.ch



www.uniterre.ch

Responsable du journal:
Valentina Hemmeler Maïga v.hemmeler@uniterre.ch

Imprimerie, annonces:
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et Environs, 1450 Sainte-Croix, Tél. 024 454 11 26

Secrétariat du syndicat:
Uniterre, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne.
Tél: 021 601 74 67, Fax 021 617 51 75,
Courriel: info@uniterre.ch

Abonnements et changements d'adresse:
Claude Mudry, Bellevaux 50, 2518 Nods, 079 365 76 10, c.mudry@uniterre.ch
Cotisations annuelles Paysan: Fr. 200.-
Sympathisant: Fr. 150.- Soutien: Fr. 400.-
CCP 17-6872-4, Banque Raiffeisen, Compte Uniterre No 28496.55, 1564 Domdidier
Commission «par l de lait, 1.- pour le paysan»:
Nicolas Bezençon, 021 601 74 67, lait@uniterre.ch
Commission grandes cultures et viande:
Nicolas Bezençon, gcviande@uniterre.ch

Commission internationale Uniterre:
Rudi Berli, av. des Gares 15, 1201 Genève
Tél. 078 707 78 83, ciu@uniterre.ch
Coordination Européenne Via Campesina:
Valentina Hemmeler Maïga, v.hemmeler@uniterre.ch
Commission vente directe:
Nicolas Bezençon, n.bezencon@uniterre.ch
Commission jeunes-accès à la terre:
Valentina Hemmeler Maïga, v.hemmeler@uniterre.ch
Président: Charles-Bernard Bolay charles-bernard@bluewin.ch